



# «Ne vous contentez pas de vous indigner, révoltez-vous, agissez»

*C'est à Poitiers qu'a eu lieu, jeudi 8 septembre, le premier meeting régional auquel a participé Jean-Claude Mailly dans le cadre de la campagne de rentrée de FO.*

Jean-Claude Mailly l'a redit à la presse locale: «Nous sommes en campagne électorale même si nous n'étions pas demandeurs d'une réforme de la représentativité. Je n'ai jamais été inquiet pour FO.» D'ailleurs, comme l'a souligné Anne Baltazar, de la FGF-FO, «le syndicat a beaucoup d'atouts. Le combat mené depuis 2007 contre la Révision générale des politiques publiques est aujourd'hui reconnu, à tel point que le livre noir de la RGPP est lu... ou attendu». Autre bonne nouvelle, de Didier Bernus (Santé): «Cela vient de m'être confirmé, il y aura des listes FO dans tous les CHU de France.» L'essentiel pour lui? «Quand nous défendons le statut, nous défendons l'accès égalitaire aux services publics.»

## LA RÈGLE D'OR, POUR FO, C'EST NON

«Nous subissons de plein fouet la loi Bachelot, sœur jumelle de la RGPP, qui privatise des services et porte atteinte aux statuts des hospitaliers», a expliqué



Hervé Rochais, secrétaire régional FO Santé. La loi Bachelot, votée en 2009, n'est autre que la loi Hôpital, Patients, Santé, Territoires (HPST), dont l'objectif est de ramener les hôpitaux publics à l'équilibre budgétaire en 2012 en les regroupant dans des Agences régionales de santé (ARS). Or le département de la Charente-Maritime s'étend en longueur sur plus de 200 km, créant naturellement deux territoires de soins, avec l'hôpital de La Rochelle au nord, et celui de Saintes au sud. Comme le racontent Jean-Marie Bodin et Philippe Lavallard, responsables FO qui y travaillent, le ministère y a testé sa loi en faisant deux entités pour «mutualiser le temps médical et, demain,

les moyens». «Il ne faut plus dire "patients", mais "clients"; on nous demande d'aller chercher des "parts de marché". Bref, il faut être compétitif!» «Avec la RGPP et la loi Bachelot, ce sont 500 000 emplois de perdus pour les jeunes, sans compter la casse des services publics», a souligné Jean-Claude Mailly en faisant à Poitiers sa rentrée sociale. Le Secrétaire général de FO veut «construire un rapport de force. La crise est loin d'être finie et cela peut s'aggraver à tout moment. Depuis plus de vingt ans, partout dans le monde, le système capitaliste privatise, dérègle et les gouvernements laissent faire.» La solution? «Une vraie rupture. En France, il faut une réforme de la fiscalité et augmenter les salaires.» La rigueur? «Je suis contre, a-t-il lancé, qu'elle soit de droite, de gauche ou syndicale. La règle d'or est une stupidité sans nom, les questions économiques n'ont pas leur place dans une Constitution. S'il devait y avoir un référendum, je réunirai les instances pour que FO, comme en 1969, appelle à voter non.»

Alain Barreau, Secrétaire général de l'Union départementale FO de la Vienne, présidait ce meeting. Après avoir présenté la tribune, il a passé la parole à Jean-Pierre Ardon, du SNETAA-FO de la Vienne. «Après soixante ans dans l'autonomie, le SNETAA, majoritaire dans la voie professionnelle publique, s'est affilié à la Fédération FO de l'Enseignement. En votant FO, les PLP choisiront l'indépendance syndicale comme premier critère de représentativité», a-t-il dit sous les applaudissements. Mais quand le Secrétaire général, concluant le meeting, a lancé: «Gardez la tête haute, ne vous contentez pas de vous indigner, révoltez-vous, agissez», les trois cents participants se sont levés, applaudissant longuement.

